

Chapitre 2 :

Les nouvelles géographies du capitalisme



Introduction.

L'actualité du sujet

De quoi parle-t-on ?

- Géographie du capitalisme = répartition spatiale des activités productives
- Un contexte d'approfondissement de la mondialisation...
 - ... Qui inquiète les citoyens des pays développés
 - Délocalisations : *l'ouvrier chinois*
 - Migrations : *le plombier polonais*
 - Fusions-acquisitions : *l'actionnaire indien*
 - Globalisation financière : *la crise des subprimes*
- On redoute une transformation radicale de la géographie économique au profit des pays d'Asie et d'Europe Centrale et Orientale, et donc une désindustrialisation des pays développés

La peur des citoyens

- Quelques chiffres sur les **représentations** des citoyens français (Sources: TNS Sofrès, août 2008, sondage German Marshall Fund 2006)
 - 41% des français pensent que la mondialisation est une bonne chose pour la France, 32% une bonne chose pour eux
 - 68% pensent qu'elle représente une menace pour l'emploi en France
 - 74% reprochent à la mondialisation de « réduire le nombre d'emplois »
- Une peur, avant tout, des **délocalisations** :
 - Un phénomène :
 - Grave pour 88% des français
 - Durable pour 70 %
 - qui s'explique coté pays en développement
 - Par un coût inférieur de la main d'œuvre pour 95%
 - Pas des charges sociales ou fiscales plus faibles pour 92%
 - Avec une solution essentielle pour 82% des français : la baisse des charges sociales des entreprises

La tentation du protectionnisme

Le discours des politiques

- «Redonner vie à la préférence communautaire» (N. Sarkozy, 29 mai 2005)
- «Renforcement du tarif extérieur commun» (Parti socialiste, 1^{er} juillet 2006)

L'analyse des économistes

- Mondialisation = jeu gagnant/gagnant
 - Pays A : gains - pertes > 0
 - Pays B : gains - pertes > 0
- Mais il y a des pertes !
 - Entreprises non adaptées à l'intensification de la concurrence
 - Salariés qui perdent leur emplois, peinent à en retrouver un autre (pb. de mobilité spatiale et professionnelle)
- Enjeu essentiel : accompagner les salariés exposés
- Autrement dit, protection sociale plutôt de protectionnisme commercial

Les objectifs du chapitre

- Comprendre les délocalisations...
- ... Mais plus généralement, **analyser les nouvelles géographies du capitalisme** en s'interrogeant sur :
 - Les objectifs que s'assignent les entreprises
 - Les moyens qu'elles mettent en œuvre pour parvenir à leur fin
- **Partie 1** : Mondialisation, délocalisations, désindustrialisation
- **Partie 2** : Dictature des coûts, dictature financière et dictature des compétences
- **Partie 3** : Les leviers de l'action publique



1. Mondialisation, délocalisation, désindustrialisation

1.1. Définition de la mondialisation

- P. Norel (2004) : la mondialisation se caractérise par
 - Des stratégies conçues d'emblée à l'échelle mondiale et reposant sur une intensification des relations économiques et financières
 - Une globalisation financière
 - Un affaiblissement et/ou une transformation des régulations nationales
- De manière plus restrictive
 - Economie = activité de transformation de ressources en biens et en services vendus sur des marchés
 - Mondialisation = l'économie (dans ses aspects de financement, de production et de commercialisation) conçue d'emblée dans un espace mondial et non entièrement déployée à l'échelle nationale

1.1. Définition de la mondialisation

Les formes de la mondialisation

- 1^{ère} forme (la plus ancienne)
 - Echange international de biens et services (échange interbranche ou échange intra-branche)
- 2^{ème} forme (la plus commune)
 - Echange de B&S et **mobilité internationale des ressources** pour les produire
 - mobilité du capital : Investissements Directs à l'Étranger (IDE)
 - mobilité du travail : migrations
- 3^{ème} forme (tendanciellement croissante)
 - Accords de coopération transnationale : sous-traitance, licence d'exploitation, franchise
- 4^{ème} forme (la plus « redoutée »)
 - Globalisation financière (investissements de portefeuille (IP))

1.2. L'évolution de la mondialisation

- Approfondissement de la mondialisation mais surtout évolution
 - Développement des échanges intra-branches et intra-groupes
 - Accroissement des IDE (TCAM 11,5% sur la période 1980-2003)
 - Renforcement important des IP : incidence des relations marchés financiers et sphère productive

Indicateurs	1994-2002
PIB	3,7%
Exportations	6,7%
Importations	6,6%
Investissements Directs à l'Etranger sortant	18,0%
Investissements Directs à l'Etranger entrant	13,6%
Investissements de Portefeuille sortant	24,0%
Investissements de Portefeuille entrant	12,9%

Taux de croissance annuel moyen pour la France

Source : Bouba-Olga, 2006

- Augmentation très significative des accords de coopération

1.2. L'évolution de la mondialisation

- Poids important des pays développés dans :
 - Les exportations : 66% en 1963, 73% en 2003
 - IDE sortants : 65% en 1983, 88% en 2003
- IDE de la France
 - Sortants : 54,8% dans l'UE à 15, 24,7% aux Etats-Unis fin 2002... contre 2,7% dans les PECO et 0,4% en Chine en 2004
 - Entrants : 3^{ème} rang mondial

1.2. L'évolution de la mondialisation

- L'attractivité de la France



1.3. Les délocalisations

- Acception restreinte de la délocalisation :
 - Déplacement d'une activité économique existante vers l'étranger dont la production est ensuite ré-importée en France. ≠ relocalisation
 - Limites :
 - confusion entre le phénomène et l'objectif visé à travers la délocalisation
 - Échelle internationale seulement qui gomme les disparités infranationales
 - Vision qui sous-entend une recherche d'efficacité productive et néglige la question du rapport de force entre les différents acteurs des entreprises
- Acception large de la délocalisation :
 - Fermeture (éventuellement progressive) d'une unité de production implantée sur un territoire, accompagnée d'un déplacement total ou partiel sur un autre territoire, soit auprès d'une filiale existante ou nouvelle, soit à travers une sous-traitance

→ **Au sens strict : Partie du phénomène de réorganisation des activités économiques**

1.3. Les délocalisations

- Un phénomène quantitativement marginal :

	Nb. d'opérations	Nb. d'emplois concernés
Total désinvestissements	2496	273 473
Délocalisations	99	10 499
Total investissements	2340	151 410
Délocalisations/désinvestissement	4%	3,8%

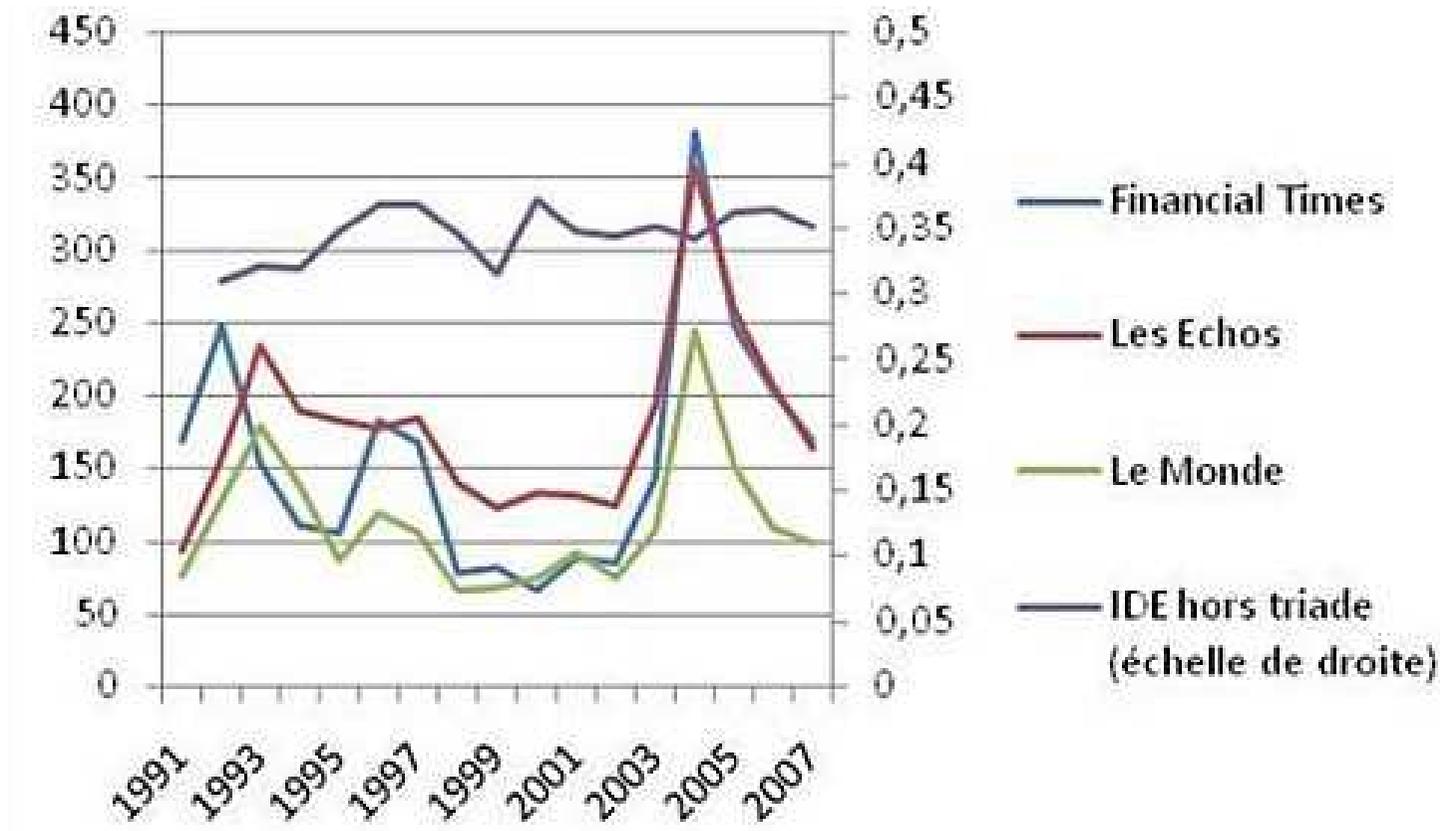
Source : base Trendéo 2009

- 4% du total des opérations de désinvestissement
 - 3,8% des emplois détruits suite aux désinvestissements
- Phénomène macro-économiquement mineur en tant que tel : se focaliser sur lui détourne l'attention des problèmes plus importants à régler

Grands problèmes économiques contemporains

1.3. Les délocalisations

- Une bulle médiatique ?



- Phénomène qui reste difficile à quantifier dans son ensemble
- Phénomène qui pose néanmoins de réels problèmes économiques et sociaux

1.4. Mondialisation et désindustrialisation

- La France a perdu 36% de ses effectifs sur la période soit 1,9 millions d'emplois, soit encore 71 000 emplois par an en moyenne (période 1980-2007)
 - Trois raisons à la baisse des effectifs industriels (<http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326045>)
 - Stratégies d'externalisation (25% de la baisse) + recours à l'intérim
 - Evolution de la structure de la demande (30% de la baisse)
 - Mondialisation (13 à 45% de la baisse) mais concurrence des pays développés surtout
 - La désindustrialisation participe de la réorganisation des activités productives à l'échelle mondiale
- Nécessité de comprendre les choix de localisation des entreprises et les logiques à l'œuvre



2. Dictature des coûts, dictature financière, dictature des compétences

2.1. La firme transnationale

- Au sens strict : une entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger (7000 en 1960 environ 70 000 en 2006, la moitié du PIB mondial)
- Les figures historiques de la firme transnationale
 - Années 1950 : firme primaire – objectif de contrôle des sources d'approvisionnement
 - Années 1960 : firme multidomestique – objectif de satisfaction de la demande locale
 - Années 1970 : firme multinationale – objectif de rationalisation du processus productif (division internationale de la production)
 - Dans la période récente : firme globale – objectif de flexibilisation du processus productif (sous-traitance, alliances technologiques, partenariats)
- Evolution des relations économiques : marché → autorité/hiérarchie → réseaux

2.1. La firme transnationale

Evolutions structurantes de l'environnement économique

- Le passage à l'ère de l'innovation
 - L'accroissement de la concurrence
 - L'évolution du système financier
 - L'avènement de la consommation différenciée
- Contrainte d'incertitudes qui place les entreprises devant un impératif de flexibilité :
- « si on ne sait pas de quoi demain sera fait, il faut se donner les moyens de s'y adapter le plus rapidement possible le moment venu »
- Nouveaux modes de production, d'organisation et de localisation des activités

2.1. La firme transnationale

Les logiques d'adaptation

- Logique de flexibilité/coûts : logique néo-fordiste
 - Réduction maximale des coûts de fabrication des biens en jouant sur les différences socio-économiques des territoires et sur les différences de coûts de la main d'œuvre (mais pas seulement cf. 2.2.)
- **dictature des coûts : minimisation des coûts sous contrainte de qualité**
- Logique de flexibilité/différenciation : logique post-fordiste
 - Stratégie de production de biens différenciés qui peut être de trois ordres :
 - **Différenciation verticale** : bien de qualité supérieure (moyen essentiel : innovation)
 - **Différenciation horizontale** : perception de qualité supérieure (moyen essentiel : marketing)
 - **Différenciation système** : logique de bouquet de biens (bien « initial » + ensemble de B&S complémentaires) (moyen essentiel : la coopération)
- **dictature des compétences : optimisation de la différence sous contrainte de coût**

2.2. La dictature des coûts

Le raisonnement en coût complet : le coût de production

- Coûts du travail : une notion à relativiser

Pays	Coût horaire	Productivité horaire	Coût salarial unitaire
Pays A	100	10	$100/10 = 10$
Pays B	20	2	$20/2 = 10$

- Différentiel de coût du travail (avantage aux PVD)
 - Différentiel de productivité (avantage PDEM)
- Les différences de coût salarial peuvent être compensées par le différentiel de productivité : importance d'un raisonnement en termes de **coût salarial unitaire**

2.2. La dictature des coûts

Le raisonnement en coût complet : le coût de production

Année = 1996 Indice 100 UE25	France	République tchèque	Ratio
Coût horaire	139	17	8,2
Productivité horaire	123	59	2,1
Coût salarial unitaire	113	29	3,9

Année = 2002 Indice 100 UE25	France	République tchèque	Ratio
Coût horaire	130	26	5,0
Productivité horaire	121	61	2,0
Coût salarial unitaire	107	43	2,5

2.2. La dictature des coûts

Le raisonnement en coût complet : le coût de production

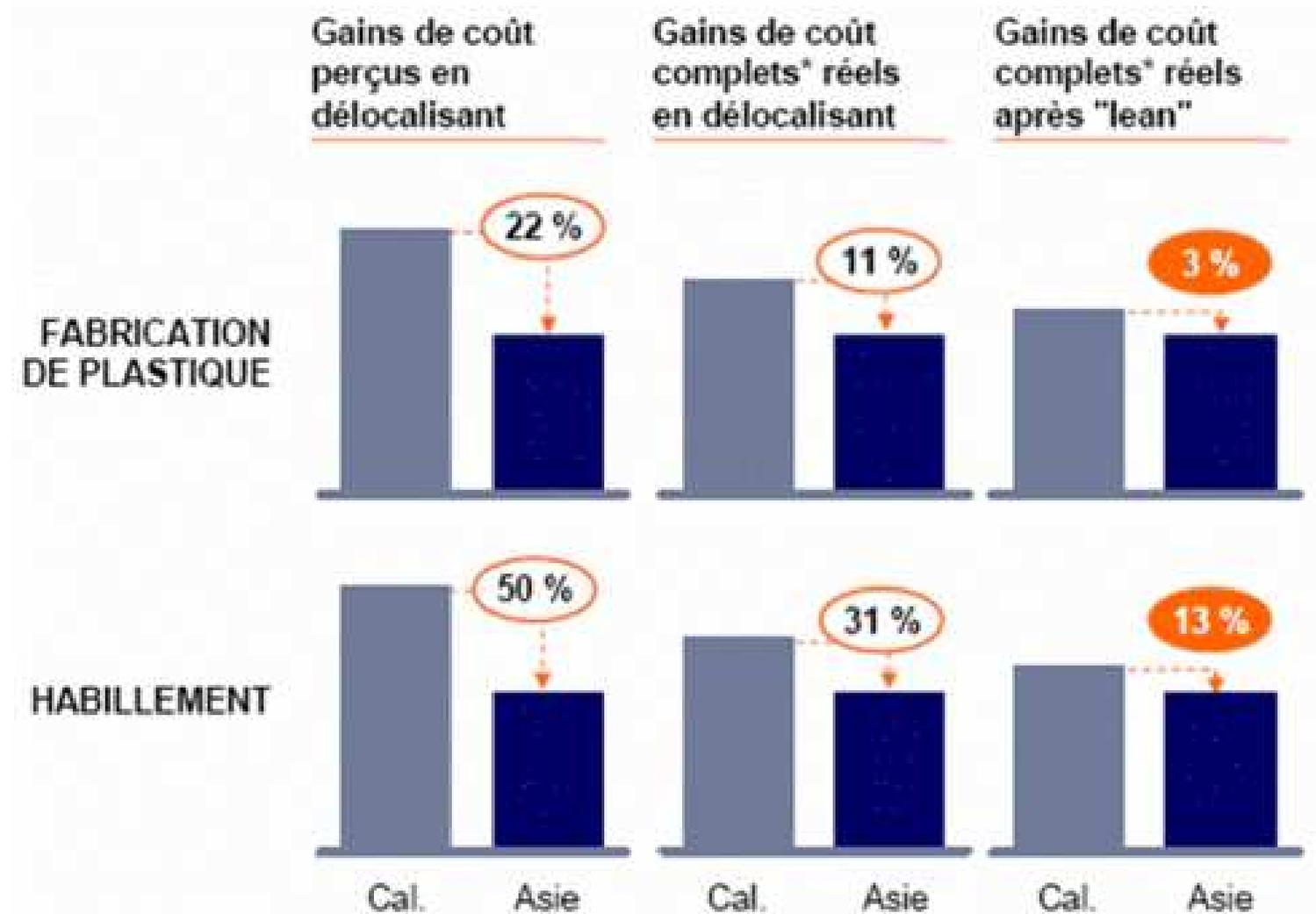
- Pas seulement une stratégie de compression des coûts du travail, mais aussi des enjeux en termes de gain de productivité
 - Augmenter le nombre et/ou la performance des machines (investissement en capital physique)
 - Accroître la qualité de la main d'œuvre (investissement en capital humain)
 - Agir sur l'organisation de la production (combinaison des ressources productives) et sur les pratiques managériales : **variable fondamentale**
- PDEM non nécessairement perdants : environnement des entreprises et environnement des salariés
- Enjeux en termes de politiques publiques

2.2. La dictature des coûts

Le raisonnement en coût complet : le coût de coordination

- Organisation de la production : pilotage par la demande (production « juste à temps » et recentrage sur le « cœur de métier »)
- Quels modes de coordination ? Question fondamentale dont dépend la géographie des activités
 - Le marché : accroissement potentiel du volume d'exportations
 - La firme : accroissement des IDE et des exportations intragroupe
 - La coopération : coopération transnationale (sous-traitance ou participation partielle)
- Choix du mode de coordination en fonction :
 - Des coûts de coordination marchande vs. hiérarchique (Théorie des coûts de transaction, R. Coase, 1937)
 - De la spécificité des actifs (O. Williamson, 1994)

2.2. La dictature des coûts



2.2. La dictature des coûts

La géographie du néo-fordisme

- Stratégie de localisation qui dépend de la combinaison de trois types d'avantage
 - Les avantages spécifiques de l'entreprise
 - Les avantages relatifs à la localisation sur tel ou tel territoire : quantité, qualité et prix des facteurs de production
 - Les avantages relatifs l'internalisation : réduction des coûts de transaction
 - Géographie économique qui découle
 - Des **avantages spécifiques** de firmes (localisées dans les PDEM)
 - Des **avantages comparatifs** des territoires (coût et qualité de la main d'œuvre, coût et qualité des infrastructures de transport, de communication, de formation, etc.)
- Pas nécessairement à la défaveur des PDEM

2.2. La dictature des coûts

Quelques cas de relocalisation

- Nathan : problème d'opportunisme
 - Problème de plagia
 - Délais de transport
- Atol : problème de sous-traitance sur place et stratégie « made in France »
 - Gain en qualité, créativité, réactivité
 - Suppression des délais de livraison
- Geneviève Lethu : problème de coût et stratégie « made in France »
 - Compression des coûts de transport
 - Contrôle de la qualité des produits

2.3. La dictature des compétences

L'impératif de différenciation

- Sortir de la guerre des coûts en se différenciant
- Nécessité d'innover en produit, procédé, organisation, marketing
- Pays développés qui disposent d'un avantage concurrentiel :
 - Siège des grandes entreprises qui disposent de la taille, de la capacité financière et des titres de propriété nécessaires à l'activité d'innovation
 - Centres de recherches performants et main d'œuvre qualifiée
 - Outils adaptés au financement de l'innovation et à sa protection
 - Etats qui ont les moyens de financer et/ou d'exécuter une partie de l'innovation
 - Lieu où la demande pour les produits innovants est la plus forte

2.3. La dictature des compétences

L'impératif de différenciation

- Une réorientation de la spécialisation industrielle vers les secteurs de haute technologie ?
 - Problème de mimétisme de politiques publiques conduisant à une concurrence territoriale collectivement peu efficace
 - Certains secteurs à intensité techno plus faible sont également innovants
- Nécessité d'une analyse plus complète de l'ensemble des déterminants de l'innovation pour en déduire les implications sur les choix
 - De production
 - D'organisation
 - De localisation des activités innovantes

2.3. La dictature des compétences

La stratégie cognitive des entreprises post-fordistes

- Combinaison d'une analyse standard (investissement en R&D et rôle de la propriété intellectuelle) et de l'approche évolutionniste (nature tacite des compétences et routines, Nelson et Winter, 1982)
 - Spécialisation cognitive
 - Innover = articuler des compétences hétérogènes pointues
- Besoin de coordination avec d'autres entreprises dont la forme dépend :
 - De l'étroitesse des besoins (innovation autonome vs. systémique)
 - De la fréquence des besoins
- Logique d'externalisation post-fordiste différente de la logique néo-fordiste : besoin d'accéder à des compétences complémentaires

2.3. La dictature des compétences

La géographie de l'innovation

- Question de la mobilité spatiale des compétences
 - Compétences codifiées (biens d'équipement, biens intermédiaires, brevets, etc.) : importante mobilité
 - Compétences individuelles tacites : dépend de la mobilité des travailleurs
 - Compétences organisationnelles tacites : logique de grappe (*clusters*) et de co-localisation car ancrage spatial de ces compétences
- Plusieurs formes d'organisation difficilement reproductible dans l'espace

2.4. La dictature financière

La gouvernance d'entreprise

- Importance la finance directe : actionnaires, dirigeants, salariés
- Nécessité de s'interroger sur l'architecture des relations entre les groupes d'acteurs
 - Le pouvoir aux actionnaires : émergence de conventions qui influencent la localisation des entreprises et comportements mimétiques
- La dictature actionnariale n'est pas la seule à l'œuvre
 - Poids des entreprises managériales, familiales, coopératives et mutualistes



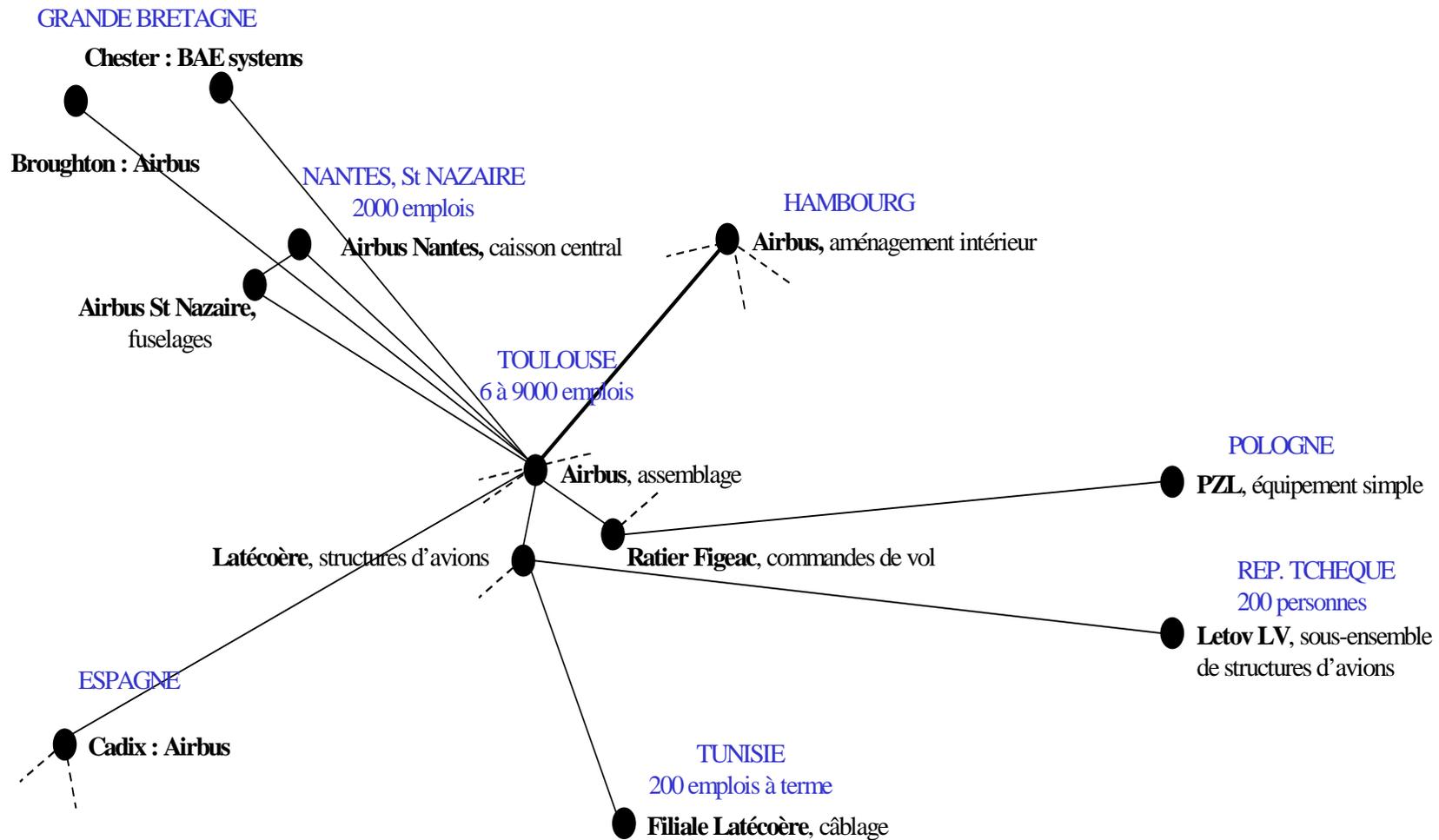
3. Les leviers de l'action publique

3.1. L'imbrication des dictatures

- Vidéo Frédéric Lordon : une analyse d'économie politique de la mondialisation
- Mais la dictature financière tout comme la dictature des coûts ne sont pas les seules à l'œuvre
- Entreprises des pays développés soumises à la triple dictature :
 - Trouver des moyens de financement (**dictature financière**)
 - Mettre en œuvre des projets productifs flexibles permettant
 - la fabrication de B&S différenciés (**dictature des compétences**)
 - au coût le plus faible possible (**dictature des coûts**)

3.1. L'imbrication des dictatures

- EADS Airbus : L'exemple de l'A380



3.2. Régionalisation du monde

- Concentration spatiale des activités et approfondissement des inégalités à plusieurs échelles
 - Au niveau mondial : opposition PDEM vs PVD → rattrapage ?
 - Au niveau européen : opposition Pays d'Europe occidentale vs PECO → rattrapage ?
 - **Au niveau régional** : régions qui gagnent (agglomération toulousaine) vs régions qui perdent (Nord-Pas-de-Calais) → approfondissement
- Intérêt de politiques régionales et/ou locales de développement économique
 - Redistribution : donne lieu à des conflits sur le LT
 - Economie résidentielle et publique : souvent un simple complément
 - Compétitivité de l'ensemble des régions... Mais comment ?

3.3. Les logiques d'intervention

- La logique libérale : limiter les entraves au marché sans tenir compte des dégâts sociaux
- Le benchmarking : identifier par delà le monde les structures institutionnelles les plus efficaces
- Analyse de la situation sans faire table rase du passé
- Par rapport aux délocalisations : Enjeu essentiel en termes de sécurisation pour les salariés peu qualifiés, les plus exposés aux logiques de coût et de compétence

Chapitre 2 :

Les nouvelles géographies du capitalisme